

• (11.00 p.m.)

L'hon. M. Lang: Écrivez-moi une lettre et j'y répondrai.

M. Baldwin: Si c'est une lettre envoyée par la poste, le ministre la recevra sans doute en juillet prochain, au moment où il parle de faire les premiers paiements.

Pendant des mois, moi-même et bien d'autres dans cette Chambre, avons rebattu les oreilles du gouvernement du sérieux de la situation et du déficit qui en découle pour les fermiers de l'Ouest du Canada, surtout au nord de la Saskatchewan et de l'Alberta. Le ministre n'a rien voulu entendre. Il a déclaré à la Chambre qu'il ne pouvait prendre aucune mesure du genre de celles que nous proposons, monsieur l'Orateur, mais le paiement moyen qui sera versé en vertu de ce programme n'atteindra pas, j'ose le dire, le quart de l'intérêt que devront verser cette année les fermiers de l'Ouest.

L'accumulation des intérêts et des impôts à verser s'élèvera probablement à quatre ou cinq fois la somme brute prévue ici, et rien n'indique à combien s'élèvera le paiement net. Il est impossible aux cultivateurs de semer du fourrage ou de varier leurs récoltes sans dépenser beaucoup d'argent. Mais rien n'indique la somme qu'ils sont susceptibles de recevoir et, dans ce cas, je n'hésite pas à dire que la simple accumulation de la dette retombe sur ces infortunés de l'Ouest sera de quatre à cinq fois le paiement net prévu par ce programme.

Les gens de l'Ouest sont des pratiques. Ils savent qu'on ne peut vendre une récolte par magie. Ils veulent savoir que le gouvernement dispose d'un programme à long terme, sensé et honnête pour faire face à ce problème. Lorsque j'en ai parlé au ministre vendredi dernier, il m'a dit être en rapport avec les gouvernements des quatre autres pays producteurs de blé dans l'espoir de trouver une solution quelconque. Au nom du ciel, qu'ont-ils fait lui et ses collègues depuis deux ans, alors que le problème de la commercialisation du blé devenait de plus en plus grave et évident?

Le ministre parle de rationaliser nos stocks de blé. Mais que vont faire ces autres pays? Vont-ils rationaliser leurs stocks ou, au contraire, lorsqu'ils verront que nous avons substantiellement réduit notre accumulation de blé, tout simplement maintenir les approvisionnements à l'ancien niveau en produisant davantage? Comme je le disais au ministre vendredi, en presumant qu'une superficie considérable sera mise en jachère d'été, que fera-

t-on vraisemblablement l'an prochain? Cet arrangement deviendra-t-il permanent? Le ministre laisse entendre le contraire. Mais si nous jetons un coup d'œil sur l'histoire, nous allons découvrir que les programmes de cette nature présumés temporaires ont l'habitude de devenir permanents. De même, cet arrangement pourrait devenir une caractéristique permanente de l'économie agricole. C'est ce que je crains, surtout en gardant à l'esprit l'attitude prise par le gouvernement qui ne semble pas savoir ce que seront ses projets définitifs.

J'aimerais me reporter, comme je l'ai fait vendredi, à la déclaration de M. S. C. Hudson, ancien directeur de la Direction économique du ministère fédéral de l'Agriculture. Dans une déclaration faite au nom du Conseil économique du Canada, dans un rapport spécial, il a allégué que le gouvernement canadien avait négligé de traiter de ce problème sous plusieurs aspects précis, notamment, le manque d'uniformité dans le contenu protéinique du blé, un manque de souplesse des prix et un travail insuffisant pour trouver des débouchés. Tout cela à propos du blé. D'autres ont répété cette déclaration. Néanmoins, ni le ministre de l'Agriculture ni le ministre d'État ni aucun des ministériels qui ont pris la parole n'ont tenté de répondre à cette critique.

Si l'un des deux ministres avait, conjointement à la déclaration de vendredi dernier, indiqué qu'on avait réellement l'intention de réagir devant ces critiques, je suis sûr que la population de l'Ouest du Canada serait plus optimiste qu'elle ne l'est aujourd'hui. Je crois honnêtement que lorsque les cultivateurs et les habitants des petites localités qui les desservent commenceront à se rendre compte de la stupidité et des lacunes de ce plan, qu'on le présente comme un remède aux difficultés dans lesquelles ils se trouvent, les habitants de l'Ouest susciteront une marée de protestations qui balaira le pays et déferlera jusqu'ici à Ottawa. Les doléances que le ministre des Finances (M. Benson) a reçues à propos des propositions iniques contenues dans le Livre blanc sur la fiscalité ne sont rien par comparaison avec ce que diront et feront les cultivateurs de l'Ouest quand ils prendront conscience des insuffisances de ce plan. Le ministre devrait en prendre note, car c'est lui qui, ayant semé cette graine, devra récolter la tempête.

Nous savons que des tâches difficiles nous attendent. Le gouvernement précédent en avait affronté une de ce genre il y a neuf ou dix ans. Nous avons constaté que le marché de la graine de colza, florissant durant la